

**Arrêté temporaire n°RA-23/1643**  
**Portant réglementation de la circulation**

**RUE D'AUVERGNE, RUE DE PROVENCE, PLACE PAUL HAUGER, BOULEVARD DU PRESIDENT  
ROOSEVELT, TERRASSES DU MUSEE, AVENUE DE COLMAR et RUE DE LA CHARITE**

**Madame la Maire**

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

VU l'ordonnance n° 45-1968 du 1er septembre 1945 relative à l'étatisation de la police dans la région de Strasbourg

VU le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-10

VU l'arrêté portant sur la délégation de signature de Mme le Maire

CONSIDÉRANT que des travaux contrôle mécanique des mâts d'éclairage public rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers,

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique entendu

**ARRETE**

**Article 1**

**Du 21 septembre 2023 au 7 octobre 2023**, afin de permettre la réalisation de travaux contrôle mécanique des mâts d'éclairage public, :

- RUE D'AUVERGNE
- RUE DE PROVENCE
- PLACE PAUL HAUGER
- BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT
- TERRASSES DU MUSEE
- AVENUE DE COLMAR
- RUE DE LA CHARITE

à MULHOUSE, le règlement de la circulation et du stationnement sur le territoire de la Ville de Mulhouse du 15 septembre 1967 est temporairement modifié conformément aux articles suivants, selon l'avancement des travaux et les besoins du chantier.

**Article 2**

À compter du 21 septembre 2023 et jusqu'au 7 octobre 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent :

- RUE D'AUVERGNE
- RUE DE PROVENCE
- PLACE PAUL HAUGER
- BOULEVARD DU PRESIDENT ROOSEVELT
- TERRASSES DU MUSEE

:

- **Un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé par une signalisation adaptée.**

**Article 3**

À compter du 21 septembre 2023 et jusqu'au 7 octobre 2023, les prescriptions suivantes s'appliquent AVENUE DE COLMAR et RUE DE LA CHARITE :

- **Un rétrécissement de chaussée, compte tenu de la réalisation des travaux en bordure de voie, entraîne une modification des conditions de circulation et de stationnement. La vitesse des véhicules est limitée à 30 km/h. La circulation est alternée par K10. Les emplacements de stationnement situés au droit de l'empiètement sont neutralisés. La voie sera maintenue sur une largeur de 3 mètres.**
- **stationnement interdit gênant des 2 côtés au droit de l'intervention.**
- **Les piétons sont invités à emprunter le trottoir opposé par une signalisation adaptée.**

**Article 4**

Les panneaux de signalisation réglementaires seront mis en place par les soins et aux frais de l'entreprise

ROCH SERVICE chargée des travaux.

La signalisation temporaire du chantier devra être conforme aux dispositions de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (signalisation temporaire) du 7 juin 1977.

#### **Article 5**

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse et

M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Mulhouse, le 14/09/2023

Pour le Maire,  
L'Adjointe Déléguée



**Claudine BONI DA SILVA**

#### **DIFFUSION:**

- ROCH SERVICE
- Madame la Maire
- 422-MW

*Les arrêtés de circulation sont mis à disposition du public à la Mairie sis 2 rue Pierre et Marie Curie à Mulhouse ou sis au Service Voirie 34 rue Lefebvre à Mulhouse.*

*Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent ou sur internet, à l'adresse [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.*

*Conformément aux dispositions de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement ou de demande de limitation de traitement des données qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.*